

# Sommaire

---

Préambule.....	5
Chapitre 1	
<b>Une crise nouvelle de la démocratie.....</b>	<b>15</b>
Chapitre 2	
<b>L'érosion de la confiance dans le personnel politique.....</b>	<b>39</b>
Chapitre 3	
<b>Le développement d'une oligarchie politique .....</b>	<b>65</b>
Chapitre 4	
<b>Moderniser la V<sup>e</sup> République.....</b>	<b>105</b>
Chapitre 5	
<b>Dépasser la V<sup>e</sup> République.....</b>	<b>137</b>
Chapitre 6	
<b>Les nouveaux horizons démocratiques .....</b>	<b>161</b>
Conclusion.....	185
Bibliographie.....	195



# Préambule

---



*// Le débat sur la démocratie représentative s'est invité au cœur de l'élection présidentielle de 2017. La campagne électorale a relancé les interrogations sur l'éthique du personnel politique et sa professionnalisation sous la V<sup>e</sup> République. Mais elle a également ravivé l'intérêt pour une révision constitutionnelle, voire une réforme encore plus profonde, visant à davantage de démocratie directe et de participation des citoyens. Dans les programmes des différents candidats s'est exprimée une commune préoccupation face au malaise démocratique qui s'est installé en France. //*

## **I Un tournant historique**

L'élection présidentielle puis les élections législatives de 2017 ont mis à l'épreuve la démocratie représentative en France de deux manières. Tout d'abord, parce que ces scrutins se sont déroulés sur fond d'une crise de confiance historique entre les Français et leur personnel politique. Ensuite, parce que l'on a vu émerger un débat assez intense sur le fonctionnement même du système démocratique sous la V<sup>e</sup> République.

Une double critique est adressée aux institutions héritées du gaullisme : l'absence de consultation des citoyens en dehors des élections et le développement insuffisant du contrôle parlementaire sur des décisions politiques monopolisées par le pouvoir exécutif

et une présidence toute-puissante. L'idée qu'une refondation démocratique est indispensable pour renouer le lien politique avec des citoyens aujourd'hui plus autonomes a connu une résonance accrue. La plupart des programmes politiques ont proposé de modifier la Constitution, voire d'en changer, afin de redonner plus de pouvoir au peuple, soit en renforçant la démocratie directe – par exemple en multipliant les référendums –, soit en faisant de l'Assemblée nationale un miroir plus fidèle des divers courants politiques – en complétant ou en remplaçant le suffrage uninominal à deux tours par la représentation proportionnelle. Le thème de la VI<sup>e</sup> République, lancé dès les années 1970, est revenu en force du fait d'un renouveau des mouvements politiques participatifs – comme Nuit Debout en 2016 – qui ont remis au goût du jour l'idéal de l'agora grecque où tous les citoyens pouvaient discuter des affaires de la cité.

Par ailleurs, la campagne présidentielle a été fortement marquée par l'irruption d'« affaires » politico-judiciaires. François Fillon a été accusé d'avoir employé des membres de sa famille comme assistants parlementaires et surtout de les avoir rémunérés pour un travail soupçonné d'être fictif. Marine Le Pen, quant à elle, a été suspectée d'avoir détourné au profit du Front national les subventions versées par le Parlement européen pour ses collaborateurs. Amplifiant le malaise démocratique qui affecte la France depuis plusieurs années, l'« affaire Fillon »

a même eu un véritable effet sur l'issue du scrutin présidentiel. Vainqueur inattendu des primaires de la droite et du centre, François Fillon a soudainement perdu le soutien d'une partie de son électorat entre février et mars 2017, ce qui l'a privé de second tour, Marine Le Pen le devançant de 465 000 voix sur un total de 36 millions de suffrages exprimés.

### **■ Les deux défis lancés à la démocratie représentative**

Les élections de 2017 ont donc mis en lumière le double enjeu d'une réforme de la démocratie représentative. Le premier est de répondre au besoin ressenti par un nombre croissant de citoyens d'une démocratie approfondie, offrant les moyens d'infléchir, sans attendre les élections suivantes, des politiques publiques dont les effets sembleraient insuffisants ou négatifs. Cette aspiration à davantage de contrôle sur l'action des pouvoirs publics, mais aussi à moins d'unilatéralité dans l'exercice du pouvoir, remet en cause le principe même de la représentation en prônant l'intervention directe des citoyens dans l'élaboration des lois ou leur mise en œuvre. Cette recherche d'une démocratie permanente s'appuie notamment sur les nouveaux outils numériques mis à disposition d'une proportion croissante de la population désormais habituée à collecter des informations sur internet ou les réseaux sociaux et à participer à des débats plus ou moins éclairés sur l'actualité politique.